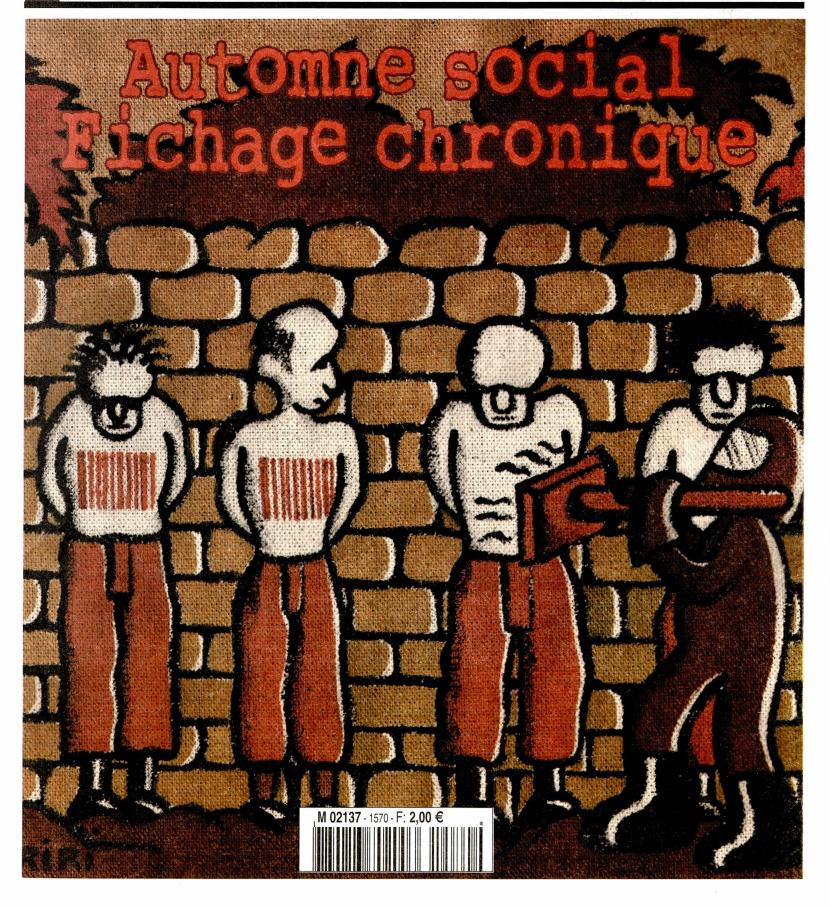
LEMONDE &

ISSN 0026-9433

« En matière de révolte, aucun de nous ne doit avoir besoin d'ancêtres. » André Breton

du 29 octobre au 3 novembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes



Sommaire



Edvige a deux enfants, par G. Goutte, page 5

Brèves et infos, page 6

Syndicalisme et régression, par S. Mahé, page 7

Luttes et convergences, par F. Sébastianoff, page 9

Pas de **santé** pour les pauvres, par P. Schindler, page 11

Drame social et **résistance** ouvrière, par A. Cuenot, page 12

El Libertario du **Venezuela**, interviews, page 14

Colloque bisontin sur Proudhon, par É. Vilain, page 17

Expériences **libertaires**, par N. Potkine, page 20

La vie du **mouvement**, page 21

Radio libertaire au fil de la semaine, page 22

L'agenda, militantisme et loisirs, page 23



			BULLETIN D'ABONNEMENT
Tarifs	France	Étranger	Abonnement de soutien
(Hors-série inclus)	et DOM-TOM		1 an, 45 n ^{os}
3 mois, 13 nos	20 €	27 €	Pour les détenus et chômeurs, 50 % de
6 mois, 25 nos	38 €	46 €	réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France
1 an, 45 nos	61 €	77 €	subissant une taxe exorbitante (plus de
(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)			15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement
Nom	Prénom _		bancaire international (IBAN:
Adresse	0		FR7642559000062100287960215).
Code postal	Ville		(BIC : CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.
Rédaction et administrat	ion: 145, rue Amelot	, 75011 Paris. Tél.: 0148	05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris) Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Un petit bain de boue avant de passer aux choses navrantes. Tempête dans un verre à dentier, la classe politique fait semblant de s'émouvoir du prétendu parti pris des journalistes contre le bienfaiteur et sa clique, contre le fiston et son président de papounet. On les savait pourtant confits en dévotion du pouvoir et toujours prêts à faire preuve de « pédagogie » - entendons bourrage de crâne - à chaque nouvelle contreréforme. Le fichier Edvige un instant laissé de côté pour cause de mauvais sondages est remis en loucedé au goût du jour sous le joli sobriquet de « base de données » par l'Oberleutnant Hortefeux et son aide de camp Alain Bauer, criminologue autoproclamé et chef d'entreprise spécialisée dans la quincaille sécuritaire. On pourra donc ficher les individus, comme ils disent dans les commissariats, dès l'âge de 13 ans et les classer selon la couleur de la peau ou le crépu de leurs cheveux. Mieux, une fuite révèle l'existence de plus de 70 fichiers de police sans aucune existence légale, tous « fichiers à charge » dans lesquels sont entrés les « suspects » et dont ils ne peuvent sortir, même une fois innocentés, faute d'équipement informatique dans les tribunaux. On souhaite bon courage à la commission parlementaire chargée - paraît-il - de déquiller cette énième disposition pétainiste et liberticide. Les banques, dont la BNP, restent fidèles à leurs vieux démons; ragaillardies après l'alerte, elles investissent comme des bêtes et une nouvelle bulle spéculative va sans doute éclater avant un an. Ça n'émeut guère notre sinistre des finances qui s'oppose des quatre fers à une timide taxation de 10 % de plus sur les revenus financiers: ça risquerait de « plomber » l'avenir prometteur des valeureux risquophiles de la Haute Noblesse Financière. On nous aurait donc abusés en prétendant moraliser tout ce beau monde. Lagarde baisse la sienne et tombe le masque. La transparence c'est du titata. Crise et chômage seront notre lot. Comme on le un tableau exhaustif serait fastidieux. Je me voit, le rouleau compresseur néolibéral écrabouille avec soin les acquis, les droits, le Code du travail, installant pour longtemps le règne du fric et de l'arrogance. Rien à attendre des urnes ni des réformateurs de tous poils. Seuls une révolution frontale ou un déferlement spontané, solidaire et coordonné de milliers d'organisation libertaires, de milliers d'entreprises en gestion directe oseront et pourront y mettre un terme. C'est le moment de résister comme nos frères dockers précarisés de Martinique qui ne se laissent pas intimider et bloquent 500 000 tonnes de bananes dans la rade du port, dans le silence fracassant de nos médias à la botte.

Faire sauter le cadenas



IL EST DES PÉRIODES de grande morosité, où chacun peut faire le constat au quotidien de tout ce qui ne va pas, sans pour autant pouvoir définir des perspectives pour faire bouger les choses.

Le constat social est accablant. En dresser contenterai de quelques éléments parmi d'autres: 8 millions de personnes vivent en France désormais sous le seuil de pauvreté, dont 3,7 millions de travailleurs pauvres. La banque alimentaire a constaté, de juin 2008 à juin 2009, 16 % de demandeurs supplé-

Les plans de licenciements continuent de se multiplier dans le privé. Dans le public, le budget 2010 poursuit les suppressions massives de postes (34000). Près de 100000 postes auront été ainsi supprimés en trois ans dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Partout le culte de la performance, du mérite individuel, la soumission au projet

d'établissement et aux contrats d'objectif se développent. Un décret du 9 octobre dernier dans la fonction publique d'État élargit considérablement le champ d'application de la « prime de fonction et de résultat ».

Et nos dirigeants politiques et syndicaux de s'étonner, voire de verser des larmes de crocodile concernant le stress grandissant au travail et les drames humains qui en décou-

Sur ce sujet d'ailleurs, on assiste à un véritable bal des hypocrites: 70000 questionnaires ont été adressés au personnel de France Télécom et le même dispositif est prévu pour les agents de Pôle Emploi courant novembre.

La meilleure réponse anticipée de ceux-ci a été la grève, parfois reconduite dans certains sites, le 20 octobre dernier.

Et c'est la même chose à La Poste. Le ministre de l'industrie a fixé un objectif aux cadres: défendre (vendre plutôt) auprès du public le changement de statut de l'entreprise, tout en expliquant que chaque année des « intervenants extérieurs viendront évaluer le bien-être des postiers »!

La seule réponse possible face à cette ignoble parodie n'est ni la « votation citoyenne » ni un référendum, mais la grève.

On touche là au fond du problème: il y a toutes les raisons du monde pour que les salariés du privé comme du public, les chômeurs, les retraités, les lycéens (Sarko vient de présenter sa nouvelle réforme des lycées copiécollé de celle de Darcos), les étudiants engagent la bagarre et bloquent ensemble le pays.

Sarkozy et le patronat ne sont forts que de la complicité active ou passive des appareils politiques et syndicaux.

Politiquement, la seule chose qui intéresse la gauche dans toutes ses composantes, y compris pseudo-anticapitalistes, c'est la perspective des élections régionales; combien de sièges ou de strapontins, combien de fric va-ton engranger (financement public des partis).

Syndicalement le deal Sarko, Thibault, Chérèque est plus que jamais d'actualité et cadenasse tout. Les confédérations laissent les postiers, les agents de Pôle Emploi, les hospitaliers, les salariés menacés de licenciement se battre seuls, boîte par boîte, secteur par sec-

Les journées d'action, ou plutôt d'inaction, comme celle du 7 octobre dernier ne sont là que pour amuser la galerie, entraînant rancœur et résignation.

Dans ce cadre verrouillé, notre travail consiste à redonner confiance dans l'action collective et solidaire (jonction par exemple entre les comités de chômeurs et les agents de Pôle Emploi), à faire vivre l'interpro, à définir les mandats dans les syndicats de base et les assemblées générales et à les faire respecter, à donner aussi une perspective politique autre que les échéances électorales...

Un travail de terrain souvent obscur et laborieux mais un travail indispensable pour faire voler en éclats le cadenas de tous ceux qui veulent maintenir le système capitaliste et par conséquent la misère, l'exploitation et nous conduire à une impasse suicidaire.

> Fabrice groupe la Sociale de Rennes











Edvige est morte

mais a laissé deux rejetons

APRÈS LA POLÉMIQUE sur les libertés individuelles qu'avait suscité la création du fichier Edvige en 2008, voici que le gouvernement — par l'intermédiaire des sales pattes de Brice Hortefeux — a décidé de créer par simple décret, dimanche 18 octobre 2009, deux nouveaux fichiers policiers. Leurs petits noms sont moins burlesques que les précédents, Safari et Edvige, puisqu'ils ont été baptisés, très sobrement, Prévention des atteintes à la sécurité publique et Enquêtes administratives liées à la sécurité publique. Maintenant, ils ne prennent même plus la peine de faire un peu d'humour!

Brice Hortefeux tente de nous rassurer, nous, les pauvres bougres du populo: ces deux fichiers ne sont pas un retour à la détestable Edvige: « [ce fichier] est mort, il n'est pas question de le remplacer »* nous dit-il... Bref, rassurons-nous, notre liberté n'est pas en danger! Euh, vraiment? Analysons-donc les informations que ces deux nouveaux avatars du flicage pourront désormais regrouper officiellement (oui, pas de doute qu'elles l'étaient déjà auparavant).

Le premier fichier – Prévention des atteintes à la sécurité publique – ciblera « les personnes dont l'activité individuelle ou collective indique qu'elles peuvent porter atteinte à la sécurité publique ». Sur quels critères une activité est-elle jugée susceptible de porter un trouble à l'ordre public? Ça, on n'en sait rien... ce sera certainement au bon vouloir de ceux qui rempliront les bases de données.

Quoi qu'il en soit, ce fichier prévoit de regrouper « l'état civil, la profession, la nationalité, les adresses physiques, les numéros de téléphone, les adresses électroniques, les signes physiques particuliers et objectifs, les photographies, les titres d'identité, les immatriculations de véhicules, les informations patrimoniales, les activités publiques, les comportements, les déplacements, et les personnes entretenant ou ayant entretenu des relations directes et non fortuites avec l'intéressé » entre autres... Et à partir de quel âge pourrons-nous avoir une petite fiche à notre nom? Dès 13 ans...

Le second fichier – Enquêtes administratives liées à la sécurité publique – concernera

les personnes souhaitant postuler pour un travail dans des « secteurs sensibles »: police, gendarmerie, aéroports, centrales nucléaires, etc. Ce fichier concernerait environ plus d'un million de salariés. Son but exact? S'assurer que ces individus n'aient pas de « comportements contraires aux bonnes mœurs » et que « leur comportement n'est pas incompatible avec l'exercice des fonctions ou des missions envisagées, alors même que ce comportement aurait une motivation politique, religieuse, philosophique ou syndicale ». Pour ce qui est des données collectées, reportez-vous au premier fichier, ce sont les mêmes, à une ou deux près. Il faudra, cependant, attendre vos 16 ans pour avoir le droit à une petite place.

Résumons: fichage dès 13 ans, prise en compte des appartenances politiques, syndicales et religieuses, contrôle des déplacements, mention des origines géographiques (qui permet de contourner l'interdiction de mentionner les origines ethniques) tout ce qui avait suscité la colère contre Edvige se retrouve dans ces deux nouveaux fichiers au service du contrôle social. Brice Hortefeux se fout de notre gueule, Edvige est morte, certes, mais ils ont pu lui prélever des cellules pour la cloner.

Pour justifier leur existence, le mythe de l'insécurité revient, à nouveau alimenté par les grands médias qui ont fait des mille et des cents de trois vitrines pétées à Poitiers, tandis que des sans-papiers se font rafler et expulser en groupes par avion, que le chômage explose et que les mouvements sociaux sont réprimés sous le gaz et les matraques. Bref, dans tout ce fourbi, une chose est sûre : le pire ennemi de la sécurité de nos libertés, c'est l'État.

Guillaume Goutte

groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

^{*} www.lefigaro.fr/politique/2008/09/10/01002-20080910ARTFIG00427-fichier-edvige-une-premiere-victoire-.php



GAV pour le droit des femmes



manifestation pour les droits des femmes le 17 octobre à Paris. La veille, deux militants d'un groupe parisien de la Fédération anarchiste, Thibault et Patrick, qui balisaient le parcours de la manifestation à l'aide de pochoirs « À bas le patriarcat » se sont fait arrêter, sur plainte de la RATP. Ils ont été placés en garde à vue durant... 18 heures et sont condamnés à payer 205 euros d'amende pour « dégradation de bâtiment public ». Cher payé pour 5 pochoirs sur les marches du métro parisien. La RATP n'aime pas les anti-

Le droit à l'avortement en danger. 10000 personnes ont participé à la

Adoption

Des jeunes socialistes ont demandé à être adoptés par Nicolas Sarkozy. Leur espoir? Trouver un « emploi à temps plein », estimant qu'il est plus facile de trouver du travail lorsque l'on s'appelle Sarkozy!..

hendé violemment des manifestants,

nous attendons des infos sur les arres-

tations possibles de camarades.

leurs considérations rejoignent les siennes?



Christine Boutin, la pasionaria antipacs qui il y a 10 ans, brandissait la bible à l'Assemblée a déclaré pour son anniversaire: « Je suis fière d'avoir levé le tabou sur l'homosexualité. » Et le feu-maréchal Pétain celui sur le tabou « juif »?

Et pan sur le bec de la droite!

Le Conseil de Paris va attribuer mardi plusieurs subventions à des programmes de lutte contre le sida en Afrique, totalisant 1 106 38 euros. Avec ces subventions, Paris franchit la barre des 12 millions d'euros engagés pour cette lutte depuis 2001. Ces fonds sont alloués à des ONG françaises spécialisées dans le VIH, comme la Croix-Rouge française, Médecins du Monde, Sidaction, Sida Info Service... Un sale coup pour le gouvernement qui se prétend dans l'incapacité d'augmenter les crédits budgétaires alloués à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Pendant ces joutes politicardes, les malades des pays du Sud trinquent.



patriarcaux!





Antis-CRA à Lvon

Une petite quarantaine de militants a rejoint l'appel de « SOS soutien aux sans-papiers » afin de soutenir les 68 détenus du CRA de Saint-Exupéry qui ont entamé une grève de la faim le 15 octobre pour protester, entre autres raisons, contre leurs conditions de détention. La manifestation n'étant pas autorisée, des policiers et deux camionnettes de la PAF ont appré-

Vanneste, toujours Vanneste!

La CFTC félicite Christian Vanneste pour le féliciter d'avoir pris la décision courageuse de lutter contre la réforme du travail dominical. Act-UP pose trois questions à la CFTC. Comprenez-vous que certains salariés gays, lesbiennes ou hétérosexuels puissent être choqués que la CFTC adresse ses félicitations à une personne considérant l'homosexualité inférieure à l'hétérosexualité? Si Jean-Marie Le Pen s'était déclaré contre le travail dominical, la CFTC lui aurait-elle envoyé une lettre de félicitations? Enfin: ne pensez-vous pas qu'une organisation syndicale doit garder ses distances vis-à-vis du personnel politique, même si certaines de





AVEC SADIA ET MAZOGH

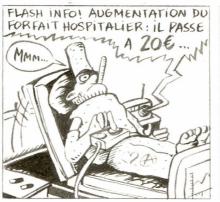














Récession, régressions

IL S'AGIRAIT D'UNE VÉRITABLE révolution d'après ses promoteurs consensuels: Aubry, Cohn et Sarkozy... La dynamique n'en serait pas l'expropriation du capital mais la taxe carbone. Après la révolution des œillets, la révolution de velours et la révolution orange, on connaîtrait la révolution verte. Deux caractéristiques lui vaudraient ce titre.

Depuis 1789, le « sujet » devenu « citoyen » est imposé en fonction de ses revenus, tout au moins en principe, et selon des tranches toujours discutables et révisables (ne serait-ce que le « bouclier fiscal »). C'est l'impôt sur le revenu, se réclamant de l'égalité des citoyens devant la contribution aux dépenses publiques. La taxe carbone considère l'individu comme un usager consumériste, indépendamment de sa fortune ou de son infortune. En réalité elle n'innove pas, les taxes sur l'essence, la TVA ponctionnent le pauvre comme le riche sur des dépenses de survie quotidiennes, c'est-à-dire dans une proportion inverse des revenus. Comme toute augmentation des prix, elle accentue l'inégalité devant la consommation, la fraction du budget domestique consacré à ces dépenses est d'autant plus grande que le salaire est faible.

Le fisc et la vertu

Mais qu'importe! Puisqu'en ce qui concerne la taxe carbone elle serait, dit-on, intégralement remboursée à chacun sur la base de sa pollution particulière. Alors, une question se pose d'emblée: à quoi ça sert? C'est la seconde caractéristique de ce nouvel impôt. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la taxe carbone ne serait pas le début du remboursement de la dette abyssale de l'État consécutive à son « soutien » aux banques et

aux entreprises. Non, il s'agirait de nous apprendre à vivre, de changer nos mentalités et nos comportements, une taxe éducative en quelque sorte. Si vous augmentez le chauffage pour cause d'enfant malade ou de refroidissement de vos vieux os, vous commettrez un péché de CO₂. Tous responsables, tous coupables. Et la taxe que Cohn et les autres estiment insuffisante serait augmentée progressivement pour passer des 17 euros la tonne voulus par Sarkozy aux 32 euros souhaités par Rocard, et ainsi de suite. Un impôt vertueux sous parrainage des talibans consensuels de la Révolution verte.

Compte tenu de divergences d'appréciation entre climatologues, le réchauffement de la planète représente un danger réel, si l'on en croit le rapport de l'ONU selon lequel une augmentation de 1,5 °C de température condamnerait à disparaître 42 nations du Pacifique. Même augmentée, la taxe carbone ne suffira pas à éviter la catastrophe. Quand on prévoit 9,1 milliards de terriens pour 2050, ce qui implique, selon la FAO, la déforestation de 120 millions d'hectares pour accroître de 70 % les cultures alimentaires indispensables, on peut douter de l'efficacité d'une taxe carbone apparemment aussi dérisoire que ridicule. Et dans ce contexte d'explosion démographique, l'anathème du pape contre le préservatif relève de la criminalité apostolique caractérisée.

Production et bonheur

Il existe un lien direct entre la densité démographique et la production nécessairement industrielle, urbaine et rurale, pour subvenir aux besoins de l'humanité. Et il existe un lien direct entre la production industrielle et la

Serge Mahé

pollution. Un raisonnement simpliste consiste à dire: il n'y a qu'à produire moins. Il est de bon ton, en fin de banquet, d'évoquer la décroissance. Nous y sommes; sauf dans quelques pays comme le Brésil, l'Inde et la Chine, les PIB diminuent. On en voit les effets : fermetures d'usines, restructurations, délocalisations, licenciements en masse, etc. La récession, en système capitaliste, dans une société divisée en classes, renforce les inégalités et pèse essentiellement sur les catégories les plus défavorisées. La baisse du taux de profit, conséquence d'une concurrence mondiale « libre et non faussée », conduit les patrons à réduire les salaires au rôle de « variable d'ajustement », c'est-à-dire au minimum.

À l'ordre du jour ce n'est plus la croissance, que Sarkozy promettait « d'aller chercher avec les dents », mais le remplacement du PIB décati par une « statistique du bonheur... » établie par l'expert Stiglitz à l'initiative de l'Élysée. Il est vrai que ni l'argent ni les montres Rolex ne font le bonheur... Une déduction du même acabit consiste à dire: consommons moins. Prenons les vélos pour aller au travail, mangeons des pâtes plutôt que du bœuf pour ménager les prairies et limiter les émissions de méthane... Outre qu'il s'agit d'une conception communautaire de la société (tous unis devant le malheur, la grippe, la crise, la pollution...), elle veut, comme la taxe carbone verdoyante, responsabiliser chacun, et la culpabilisation exclut la révolte. Récession, pas plus que productivisme, ne sont synonymes de bonheur. La production se réconciliera avec le bonheur lorsque l'humanité, à grande échelle, voire mondiale, prendra en compte ses besoins réels. Cela ne peut se faire que dans une économie dont le moteur ne sera plus le profit et la rentabilité financière, une économie dont les instruments de production ne seront plus la propriété privée d'une mince couche de capitalistes, c'est-à-dire une économie collectiviste et fédéraliste.

Que faire aujourd'hui? D'abord ne pas se laisser bercer d'illusions: la taxe carbone, la taxe Tobin sur les transactions financières, la moralisation par l'encadrement des bonus, un rôle régulateur de l'État tel que le concevait Keynes. Terriblement endetté, l'État, dont le déficit budgétaire, 140 milliards d'euros, dépasse 8 % du PIB (les critères de Maastricht le fixait à 3 %), dont la dette (d'après l'OCDE) sera de 99 % du PIB en 2017 (103 % pour les E-U), cet État ne pourra jouer qu'un rôle de massacreur: explosion des impôts pour rembourser la dette, coupes sombres dans les services publics (déjà 100000 suppressions de postes en deux ans), démantèlement des couvertures sociales (santé, retraites), de l'enseignement, privatisations larvées comme à La Poste ou à France Télécom, où la turbo-rentabilité suscite une « mode » des suicides...

Les organisations ouvrières

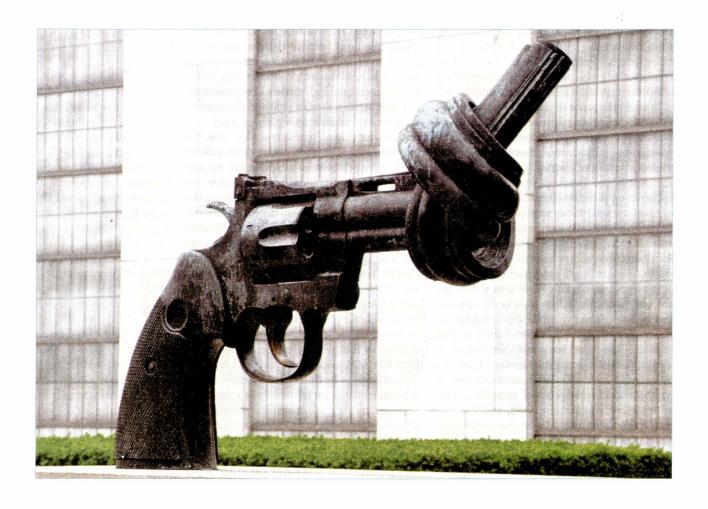
Il importe ensuite de ne pas céder aux campagnes d'intoxication populiste: « Les classes n'existent plus, la lutte des classes... un archaïsme, partis et syndicats... tous pourris...»

Il est vrai qu'aucun parti parlementaire ne peut prétendre représenter la classe ouvrière, que le front de gauche qui se coagule péniblement n'a rien à proposer hormis les pansements d'un capitalisme décadent. Quant aux centrales syndicales, elles sont respectivement marquées par les fonts baptismaux qui les ont vu naître. La CGT issue du congrès de Lille (CGTU 1921), puis de la scission de 1947, s'est accommodée des « 21 conditions » du PCF définissant le syndicat selon la conception léniniste de la « courroie de transmission ». Le PC s'étant décomposé, restent l'État et les officines de l'UE, telle que la CES. La CFDT (1966) est filleule de l'encyclique Rerum Novarum, sa culture est celle de l'association capital-travail, de la participation au bien commun, de l'entreprise à la nation. Elle est faite pour s'accoupler à la CGT de Thibault. La CGT-FO est née de la scission de 1947, elle oppose aux « 21 conditions » et à la sujétion au parti la charte d'Amiens (1906), dont l'un des rédacteurs fut l'anarchiste Émile Pouget.

Les rôles se répartissent naturellement. La CFDT représente la sagesse collaborationniste, c'est celle qui signe. Thibault, avec le concours des médias, représente la classe ouvrière dans la mesure où il s'avère capable de l'encadrer. Ce qu'il s'efforce de faire, après avoir été échaudé par le succès inespéré du 19 mars (3 millions de manifestants) en organisant rituellement des processions de pénitents. Dans cette besogne de démoralisation, il est aidé par son fidèle acolyte Chérèque et tous deux élèvent au niveau d'un culte l'unité du « syndicalisme rassemblé ». Ils assistent de concert à l'office, célébré le 7 octobre par la CES pour un « travail décent ». Mailly fait figure d'hérétique en prônant (sur mandat du CCN FO) la grève générale interprofessionnelle « carrée », avec comités de grève à la clé. La voix de la raison et de l'honnêteté,n sans aucun doute. Pourtant, lorsque le délégué CGT dénonçait l'isolement dans lequel les centrales avaient laissé les licenciés de Clairoix, s'en prenant particulièrement à Thibault, Mailly éprouve la nécessité de critiquer les termes de l'accusation. C'est son droit. Mais il faut dire que sur le fond, ce délégué avait cent fois raison. Le congrès de la CGT qui se tiendra en décembre ne manquera pas d'intérêt.

Dans cette situation et la perspective des jours dramatiques qui s'annoncent, les anarchistes ne peuvent se contenter du rôle d'observateurs, alors que nous sommes les seuls à proposer un autre type de société. Une double tâche nous incombe. S'adresser en premier lieu à ceux qui pâtissent le plus de la situation, les plus susceptibles de nous entendre et qui se rencontrent dans les syndicats. Simultanément construire des groupes, tisser brin par brin les réseaux qui seront l'embryon d'une nouvelle Internationale, à l'échelle de la crise mondiale.

Quelle convergence?



François Sébastianoff

Nous sommes dans une situation de lutte. Quels comportements généraux avons-nous intérêt à développer?

Diagnostic: la situation générale actuelle, dans la mesure où elle est caractérisée par l'accélération de certains déséquilibres écologiques, la faim, la misère, la précarité croissantes des classes les plus dominées et le progrès des régimes totalitaires (avoués ou masqués par des références à la démocratie, aux droits de l'homme, etc.), résulte principalement du maintien de la domination.

Thérapeutique proposée: NVC + O = A 21. Non, c'est pas une équation de chimie, ni une formule magique! C'est l'expression d'une convergence possible: la non-violence collective associée à l'objectivité équivaut peut-être à

l'anarchisme qui se cherche pour le xxIe siècle.

Le diagnostic posé ci-dessus est fourni par l'objectivité. L'objectivité, comme comportement visant à atteindre la réalité, n'est pas une exclusivité des chercheurs professionnels; elle est pratiquée quotidiennement par tous les êtres humains pour survivre, en même temps que pour satisfaire leurs désirs et les exigences des valeurs auxquelles ils adhèrent. Quant aux recherches systématiques, conformes aux règles générales de l'objectivité, il est capital de ne pas confondre l'objectivité avec ce qu'on appelle confusément « la science », pratique sociale hétérogène, inévitablement orientée, elle aussi, en fonction de valeurs, mais, aujourd'hui plus que jamais, en fonction de celles des dominants. Ceux-ci ont intérêt à financer des recherches sur les armes, sur les techniques de vente, de manipulation de l'opinion, de fichage général, de traitement carcéral, etc., plus que des recherches dont les constats confirment l'arbitraire de toute domination (je pense notamment à la connexion entre neurosciences et sociologie réflexive). Les dominants n'ignorent pas ces derniers savoirs, mais ils ont intérêt à ne pas les diffuser. De sorte que les populations, maintenues en sous-information, continuent à croire à des affirmations métaphysiques, à « faire confiance » à des ploutocrates, dictateurs ou « représentants » démocratiquement élus.

Ainsi, il apparaît déjà que la non-violence, l'objectivité et l'anarchisme sont des comportements qui ont un point commun, « ni dieu ni maître », puisque toute domination est une violence, et que les règles de l'objectivité excluent toute pression des dominants au moment de poser des constats.

Ne pas confondre non plus la non-violence collective avec « la morale », religieuse, naturelle, rationnelle, pacifiste, pragmatiste, etc. Partons de ce qui existe. Les minoritaires de tous horizons qui ne se contentent pas de lutter légalement contre les « abus » du capitalisme, mais luttent sans attendre aucune autorisation et en évitant de recourir à la violence, sont plus nombreux, en France et dans tous les pays, que les grands médias ne le disent, plus nombreux à remonter à l'une des principales causes de la situation actuelle, le système de l'appropriation capitaliste, plus nombreux à voir dans ce système un cas particulier de domination. Dans cette perspective, les initiatives actuelles les plus diverses peuvent converger du moment qu'elles consistent à « lutter sans dominer », comme le dit l'édito du ML du 15 octobre 2009, reprenant le titre d'André Bernard dans le ML du 8 (voir aussi le site anarchismenonviolence2.org). Je pense par exemple aux initiatives conjointes des Israéliens et des Palestiniens, et, pour la France, aux « alternatives » décrites dans la revue Silence et dans L'anarchisme a-t-il un avenir? (ACL, 2001). Leur point de convergence me paraît être la non-violence collective, qui, associée à l'objectivité, lutte contre toute domination en diffusant les savoirs utiles à cette lutte et en pratiquant une stratégie excluant tout moyen violent, afin de ne pas perpétuer l'interminable spirale de la violence et de la contre-violence.

Cette lutte peut être pratiquée par tous. Elle est aujourd'hui facilitée par des contacts qui se multiplient à toutes les échelles, locale, nationale et internationale. Pronostic: réservé. Le capitalisme se fera-t-il hara-kiri? C'est peu probable. Il peut survivre, repeint en vert, et prolonger artificiellement la moribonde « civilisation du travail » toujours au profit des dominants, grâce à ses moyens habituels (conditionnement dès l'enfance à subir et à exercer la domination, religions, violences physiques, institutionnelles, informationnelles), rendus plus efficaces par les tech-

niques modernes de contrôle social (armes, fichage généralisé, manipulations génétiques). Chronologiquement, ce qui est au bout de cette trajectoire, ce n'est pas d'abord la fin du capitalisme, mais, pour bientôt, l'écofascisme, à prétexte économique et écologique. Il y a urgence. N'attendons pas que les soldats deviennent des robots et que les populations soient parfaitement abruties. En refusant que la fin justifie les moyens, nous savons que nous prenons des risques, qu'il y aura des victimes, mais il nous semble probable que la non-violence collective fera moins de victimes que les éternels compromis de nos démocraties avec la violence (les guerres prétendues « nécessaires »).

Les anarchistes renonceront-ils, non pas aux sabotages (qui peuvent être utiles pourvu qu'ils soient clairement ciblés, et qui ne sont pas des violences, puisqu'ils ne détruisent que des objets), mais aux combats de rue avec des armes artisanales? La non-violence collective ne fait pas d'abord appel aux dominants, mais aux dominés, dont les soldats, surtout ceux qui sont situés au bas de leur échelle hiérarchique. Les anars se souviendront-ils qu'au XIXe siècle, les premiers anarchistes, tout comme les socialistes, ont d'abord voulu éviter la violence*? Les croyants, de leur côté, mettront-ils leur foi entre parenthèses, comme ils font déjà de plus en plus souvent dans leur pratique, au moins quant à certaines injonctions des institutions religieuses (interdits alimentaires ou vestimentaires, interdiction des moyens contraceptifs, exclusions à prétexte religieux, etc.)? Ils seront à l'aise sur ce point avec le « matérialisme purement méthodologique » (c'est-à-dire sans a priori métaphysique), le seul exigé par l'objectivité. Enfin, les populations qui ont baigné jusqu'ici dans des civilisations assez différentes les unes des autres arriveront-elles à échanger utilement, c'est-à-dire non pas à se « respecter » (à sacraliser leurs différences), mais à se comprendre, aux deux sens du mot (par empathie et par analyse), donc à se débarrasser de leur commune soumission à la domination? C'est imprévisible (facteurs en jeu trop nombreux et interagissants). Mais, contrairement à l'intox la plus répandue, la lutte proposée n'est pas « utopique, » c'est-à-dire impossible, ici, dans notre monde réel. En effet, on sait assez bien aujourd'hui sur quelles structures sociales agir. Seulement, la lutte non violente n'est pas assurée de s'étendre maintenant assez rapidement pour éviter l'issue totalitaire et ses conséquences. On n'en sait pas plus. F. S.

^{*.} Voir Xavier Bekaert, Anarchisme, violence et non-violence, Éditions du Monde libertaire, Paris et éditions Alternative libertaire, Bruxelles, 2000.

Pas de santé pour les pauvres

LES ASSOCIATIONS BOUGENT. Médecins du monde a publié un rapport sur l'accès aux soins des populations les plus démunies, dix ans après la création de la Couverture maladie universelle (CMU) et de l'Aide médicale d'État (AME) pour les étrangers en situation irrégulière. Deux dispositifs censés garantir le droit à la santé pour tous. Dix ans après, tout ça n'est pas très joli joli! Pour sa part, la LDH dénonce les propos que Besson a tenus sur la Sécurité

sociale. Le Monde libertaire s'est rendu aux deux conférences de presse. Les anarchistes doivent continuer à soutenir les populations les plus précarisées et les sans-papiers privés de soins.

Selon Olivier Bernard, président de Médecins du monde, le vrai problème aujourd'hui est l'accès aux droits. « Huit patients sur dix reçus dans nos centres n'ont aucune couverture maladie alors qu'ils y ont droit! » Il y a plusieurs raisons à ce phénomène. Tout d'abord, le dispositif CMU, prévu pour 6 millions de personnes, ne touche aujourd'hui que 4,8 millions de patients. Le rapport constate que les démarches administratives sont de plus en plus compliquées. Par exemple, pour Louna bénéficier de la complémentaire gratuite, il faut faire une demande en plus de la CMU de

Peur de la dénonciation

Au total, près de 25 000 patients démunis ont été pris en charge dans ces centres en 2008. Ils y sont soignés, informés sur leurs droits et réorientés sur le système médical classique. Mais, pour la plupart d'entre eux, à la complexité administrative s'ajoute souvent la barrière de la langue. 80 % des patients pris en charge dans les Caso (Centres d'accueil, de soins et d'orientation) sont des étrangers en situation irrégulière. La plupart ignorent qu'ils peuvent bénéficier de l'Aide médicale d'État à partir du troisième mois passé en France et ceux qui connaissent leurs droits ne viennent pas facilement, ils ont peur des dénonciations.

Les équipes de terrain de Médecins du monde le constatent au quotidien. Ils déclarent dans le rapport qu'il existe une pression sur les bénéficiaires potentiels. Par exemple, au centre de Marseille, il y a régulièrement un car de police à l'angle de la rue. Du coup, les sans-papiers hésitent à franchir la porte des centres, et repoussent l'ouverture de leurs droits. Ils attendent le dernier moment pour se faire soigner.

De ce fait, les recours tardifs aux soins sont en augmentation. Ils représentent 18 % des consultations en 2008 (contre 11 % en 2007). Le responsable du Centre d'accueil à



Paris, insiste sur l'absurdité

économique et sanitaire d'une telle situation. Les patients arrivent avec des pathologies lourdes et donc coûteuses à prendre en charge... Bien plus que s'ils avaient été pris en charge plus tôt. Pour Médecins du monde, les freins à l'accès aux soins sont vraiment irrationnels.

Plus généralement, les médecins de l'association dénoncent avec véhémence le contexte de répression ambiant. Et les entraves à l'action des humanitaires sur le terrain, devenues monnaie courante ces derniers mois. Dernier exemple en date: l'expulsion des migrants à Calais en pleine épidémie de gale, rendant très difficile le travail des médecins bénévoles, les expulsions entraînant des ruptures de soins.

La LDH dénonce les propos de Besson

Pour sa part, la LDH dénonce la déclaration faite par Éric Besson, ministre de l'Identité nationale qui vient de se déclarer « attaché au système de protection sociale », et de constater ensuite à la fois que les sans-papiers la menaceraient et qu'ils sont pourtant « les victimes privilégiées de l'exploitation ». La LDH prend la déclaration de ce dernier avec la considération qu'elle mérite. Dans la logique

de Besson, les victimes de l'exploitation mettraient en danger la Sécurité sociale. Il

s'agit de la reprise du discours de l'extrême droite: les étrangers volent le pain et la Sécu des Français... Pour la Ligue des droits de l'homme, la réalité est à l'exact opposé de cette reprise ministérielle de la propagande lepéniste: les travailleurs sans papiers cotisent sans avoir droit à la moindre prestation. C'est aussi cela « l'exploitation » que feint de découvrir le ministre.

Alors que ces hommes et ces femmes sont en grève pour qu'on cesse de les spolier et qu'on reconnaisse leurs droits élémentaires. En refusant de les régulariser, alors que contrairement à ses dires les pays voisins de la France procèdent l'un après l'autre à des régularisations collectives, le ministre choisit de punir les victimes de ce qu'il dénonce.

Anarchistes solidaires!

La Fédération anarchiste ne peut qu'approuver les positions et constats de ces deux associations.

Malheureusement, au milieu de la casse sociale généralisée orchestrée par Sarkozy, la solidarité avec les plus pauvres et les sanspapiers s'amenuise. Il suffit de faire le compte des militants lyonnais (une petite quarantaine) venus rejoindre l'appel de « SOS soutien aux sans-papiers », afin de soutenir les 68 détenus du CRA de Saint-Exupéry qui ont entamé une grève de la faim le 15 octobre pour protester, entre autres raisons, contre leurs conditions de détention (voir les brèves de combat). Les anarchistes doivent continuer à s'investir dans le soutien aux populations les plus exclues et les plus en butte à la répression.

Patrick Schindler

groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Drame social et rési

Alain Cuenot

APRÈS LES TERRIBLES ÉVÉNEMENTS qui ont frappé les salariés de Télécom conduisant à une vague de suicides, 24 à ce jour depuis dix-huit mois, il est utile de considérer avec attention les réactions à la fois des sociologues du travail, des représentants syndicaux et politiques et de constater avec effarement la frilosité de leurs conclusions dans leur appréhension du système capitaliste et de son implacable logique d'exploitation salariale.

Dans le cadre d'interventions publiques à la radio et à la télévision, plusieurs sociologues nous déclarent qu'il existe bien un problème de gestion du personnel, résultat majeur d'une politique managériale visant à un surtravail forcé préjudiciable aux salariés mais s'empressent d'ajouter que la majorité des entreprises, heureusement, ne sont pas construites sur ce modèle unique; d'autres s'attachent à mettre l'accent sur la nature psychique de la souffrance au travail, réduisant l'hyperproductivité imposée à un mal-être individuel; certains plus inspirés pointent du doigt la question de la mise en concurrence des salariés entre eux, entraînant une incapacité à opposer une résistance concertée aux manœuvres des managers. Pour l'ensemble de ces chercheurs, le capitalisme mondialisé ne paraît pas frapper durablement les travailleurs et son système d'aliénation demeure un phénomène limité dans le temps et relativement exceptionnel.

Du côté du monde syndical, la confusion des propos est tout aussi confondante. Plusieurs responsables avouent leur impuissance devant cette vague de suicides et expriment leur désarroi devant l'impossibilité de définir une nouvelle stratégie de lutte sociale face aux dernières formes de souffrance inédite qui frappent la main-d'œuvre en général. Bernard Thibault se contente d'expliquer sommairement qu'il existe bien une financiarisation des entreprises préjudiciable aux travailleurs et demande impérativement que l'État assure ses responsabilités en tant qu'ac-

tionnaire de France Télécom. François Chérèque, de son côté, constate que « le passage à l'acte révèle un malaise interne à l'entreprise préoccupant ». Seuls les délégués régionaux de SUD font exception, au cœur de ces déclarations lénifiantes, en stigmatisant avec une émotion non feinte le cynisme et la brutalité des méthodes des managers sur leur camarades, générant une dégradation irréversible du salarié et de sa dignité d'être humain. Comble de l'hypocrisie, le bureau de la CGT appelle solennellement à manifester « pour un travail décent » pour répondre au mot d'ordre des syndicats européens!

Pour leur part, les dirigeants politiques de gauche se satisfont de conclusions très générales sur la fragilité individuelle, révélant chez le travailleur une difficulté à s'adapter aux nouveaux rythmes productifs. Benoît Hamon, porteparole du PS, en vient à réclamer très sérieusement la mise en place « d'un observatoire du suicide » afin de venir en aide aux agents et employés en état de dépression avancée.

Face à ce genre de démonstrations d'une platitude extrême, l'important est de définir une autre pensée scientifique et une réflexion politique reposant sur une capacité de résistance anticapitaliste véritable. La recherche sociologique ne doit pas se satisfaire d'une démarche frileuse et conventionnelle, se refusant d'aborder d'une manière synthétique l'évolution du capitalisme et sa logique d'oppression qui triomphe actuellement. Se cachant derrière le mythe abstrait de l'objectivité scientifique, largement prédéterminés par la toute puissance du néolibéralisme forcément moderne et incontournable, les chercheurs renoncent à toute espèce de controverses doctrinales sur le sens de l'organisation du travail placée entre les mains du pouvoir patronal omnipotent et se refusent à tirer les conséquences politiques et sociales essentielles pour venir servir le mouvement ouvrier dans sa quête d'émancipation. Il est clair que les prises de position, les débats



contradictoires concernant la vie dans l'entreprise doivent impérativement s'imposer, qu'une réflexion dialectique vivante et non pas aseptisée et désincarnée vienne servir le mouvement ouvrier et syndical dans sa compréhension des formes de travail au cœur du système entrepreneurial. La sociologie officielle de l'université reste globalement en retrait de ce type de préoccupations, se contentant d'étudier des questions limitées dans le temps d'une manière statique, étudiant des groupements humains spécifiques, approchant en surface le sens général de l'évolution de tout système socio-économique directement inspiré d'un ultralibéralisme dominateur et barbare. La sociologie doit au contraire se trouver en relation étroite avec les classes sociales et le mouvement des travailleurs. Il est important que les chercheurs par leurs enquêtes et leur savoir ne restent pas silencieux et inactifs, qu'ils s'engagent à porter au dehors leurs réflexions scientifiques afin d'aider les syndicats et les partis ouvriers à combattre les lois du capitalisme. Leur fonction consiste à réveiller, en général, une opinion saisie du matin au soir par une propagande implicite afin de la rendre consciente de l'état véritable de l'organisation sociale aux prises avec les principes d'exploitation du capitalisme international. Il ne s'agit pas de se satisfaire d'une sociologie bon enfant, frileuse, éclectique, consensuelle mais

stance ouvrière



de produire une connaissance scientifique utile à la lutte émancipatrice du salariat, de soutenir une démarche analytique capable de dresser le tableau des mécanismes structurels des forces économiques placée sous la tutelle de la bourgeoisie d'affaires et du patronat et d'extrapoler sur le devenir de la société et des groupes humains aux prises avec le marché libéral.

Dans cette perspective, il est utile de rappeler la pertinence des travaux de Stéphane Beaud et de Michel Pialoux, Retour sur la condition ouvrière, Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits, de Paul Bouffartigue, de consulter avec intérêt l'étude économique de la journaliste canadienne Naomi Klein sur les multinationales No logo ou de parcourir l'essai politique d'Alain Accordo, De notre servitude volontaire*. Ces auteurs soulignent les diverses formes d'exploitation qui s'abattent sur les travailleurs: délocalisations, licenciements massifs, chômage chronique, friches industrielles, jeunesse privée d'emplois, flexibilité omniprésente, recours systématique aux intérimaires, généralisation des CDD, polyvalence forcée, temps partiel imposé, mobilité géographique fixée autoritairement. Ils montrent que le déclin programmé du secteur public habilement orchestré par le FMI et l'OMC et relayé par l'UE s'accompagne d'une croissance spectaculaire des services avec emplois stressants, instables et sous-rémunérés. Dans les entreprises

industrielles, ils démontrent comment la souffrance se généralise, les salariés subissant une véritable agression sociale: normes de productivité effrénées, montée des accidents du travail, envolées des maladies professionnelles, concurrence institutionnalisée entre jeunes et vieux ouvriers, culpabilisation des salariés et harcèlement moral, mise en place d'un autocontrôle et d'une autosurveillance imposant une logique de concurrence entre employés, usure physique et psychologique prématurée du personnel. La généralisation des flux tendus, la place de l'informatique et de la robotique enlèvent aux travailleurs les moyens de résister face à la politique patronale, entraînant une atomisation du groupe ouvrier profitable à l'encadrement, l'ordre taylorien laissant place à un ordre managérial insidieux qui dissout et disperse le groupe des salariés en petites unités, incapables de faire front aux pressions patronales.

Dans ces conditions, on comprend la nécessité qu'il y a à établir une relation privilégiée entre spécialises de sociologie du travail et syndicalistes afin d'engager une réflexion dialectique sur l'avenir des groupes sociaux confrontés au processus d'asservissement du système capitaliste mondialisé et d'énoncer les principes d'une lutte sociale s'inscrivant directement dans une démarche idéologique foncièrement anticapitaliste. Il s'agit, à l'image des délégués de base débarrassés de la tutelle de leur appareil bureaucratique, de se mobiliser collectivement pour imposer leurs revendications face à la toute puissance patronale et non pas de se satisfaire d'un réformisme de bon aloi cher à Thibault et à son équipe parisienne, partisans d'un syndicalisme d'accompagnement et d'accommodement. On comprend mieux alors la violence des propos soutenus par Xavier Mathieu à l'adresse de son chef figé dans un immobilisme coupable, cherchant, comme seule stratégie, un compromis avec les forces patronales et gouvernementales. Il est tout aussi urgent que nos

dirigeants politiques soient à l'avant-garde de cette lutte contre les effets dévastateurs du capitalisme, s'impliquent dans les conflits de travail, soient directement présents aux côtés des travailleurs. Avons-nous observé une seule fois des dirigeants socialistes présents à l'entrée des usines en grève, arpentant les ateliers aux côtés des salariés, se faisant les interprètes de leurs revendications au sein du Parlement, initiant avec leurs formations nationales des actions de masse? Les Continental, les Goodyear, les Molex, les Renault-Guyancourt, les Télécom, les journalistes de RFI, les professeurs désobéisseurs, les étudiants des universités ont-ils remarqué la présence d'un acteur politique de gauche quelconque soutenant en profondeur leurs actions revendicatives? La gauche sociale-démocrate directement attachée au social-libéralisme cher à Lionel Jospin demeure parfaitement en retrait de toute action de mobilisation, plongée qu'elle est dans une torpeur intellectuelle et scientifique chronique, incapable d'engager une réflexion solide sur l'évolution de l'ordre capitaliste dominateur.

A-t-elle produit un seul ouvrage savant sur l'évolution du système économique contemporain?

Il est donc urgent, devant le conformisme et l'attentisme qui caractérisent aussi bien les chercheurs en sociologie du travail que les responsables syndicaux et politiques, d'opérer une contre-offensive idéologique reposant sur une réappropriation par le salarié et le citoyen de l'appareil productif industriel et financier dans le cadre d'une politique autogestionnaire ambitieuse.

^{*.} Voir S. Beaud, M. Pialoux, Retour sur la condition ouvrière, Paris, Fayard, 2004. P. Bouffartigue, Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits, Paris, La dispute, 2004. N. Klein, No logo, Paris, Éd. Babel, 2002. A. Accordo, De notre servitude volontaire, Marseille, Éd. Agone, 2001.

El Libertario prend la parole

Le texte suivant est une synthèse de l'action et des positions de ce journal anarchiste vénézuélien. Il reprend en les réorganisant les principales réponses données lors de deux récentes interviews : dans le journal catalan *Solidaridad Obrera* en janvier 2009 et en juin 2009 par le groupe anarchiste Star de Madrid.

Qui êtes-vous?

El Libertario est un journal que nous avons créé en 1995. Nous essayons de le concevoir comme une source d'information et de soutien sur la théorie et les pratiques anarchistes en Amérique latine et dans le monde. Le journal s'inspire de l'idéal anti-autoritaire de l'anarchisme et du collectif d'édition d'El Libertario, groupe affinitaire libertaire.

En parallèle, nous essayons de participer au développement d'un mouvement libertaire dans notre pays. Aussi avons-nous choisi de tisser des liens avec différentes organisations sociales de masse et de soutenir leurs luttes. Certains d'entre nous développent un travail de réflexion théorique. Nous nous efforçons aussi de promouvoir une culture autogestionnaire, à travers des expositions et des débats ou encore en organisant le premier Salon du livre et de la vidéo libertaires, prévu en novembre 2009 à Caracas ¹. Enfin, nous participons à des campagnes comme celle lancée l'an dernier à l'occasion des vingt ans du massacre d'El Amparo ².

Quelle est la position d'El Libertario par rapport à la révolution bolivarienne?

Nous pensons que ce qui arrive au Venezuela depuis 1999 résulte d'un pitoyable mélange de caudillisme éhonté et de capitalisme d'État avec pour base l'abondance des revenus pétroliers. Le gouvernement bolivarien ne représente pas une rupture, c'est une suite logique de la crise de la démocratie représentative au Venezuela et de son exploitation des ressources énergétiques. Il est vrai qu'on peut

parler de « révolution » tant notre mode de vie s'est trouvé désarticulé à de nombreux niveaux. Mais le système en train de se construire n'annonce rien de bon pour les exploités et les opprimés. Les transformations auxquelles nous aspirons en tant qu'anarchistes suivent un chemin bien différent de celui qu'a pris ce « processus », qui après plus de dix ans se révèle excessivement autoritaire. Processus prompt aux alliances honteuses avec le capital transnational (entreprises mixtes qui contrôlent les réserves pétrolières du pays), bureaucratiquement inefficace, structurellement infecté par la corruption, avec des orientations, des personnages et des actes que nous ne pouvons absolument pas cautionner.

Nous dénonçons le rôle joué dans la globalisation économique par le Venezuela qui livre de manière sûre ses ressources énergétiques au marché mondial. Comme nul autre avant lui, ce gouvernement nationaliste et gauchisant s'est montré des plus efficaces pour faire accepter à la population sa soumission au commerce pétrolier mondial et une des répartitions des richesses les plus injustes du continent. Les questions sociales et environnementales liées aux effets de cette exploitation des hydrocarbures et minérais sont devenues taboues. Le régime a développé un appareil de propagande impressionnant pour vanter les prétendues largesses de sa politique sociale. Malgré des progrès ponctuels - une bonne occasion pour l'État de revendiquer une prétendue légitimité dans le monde entier -, la situation globale n'a vu aucune avancée significative. Pourtant, depuis dix ans,

Colectivo Editor de El Libertario

Traduction par Aqualicia et Klérôn.



le gouvernement a perçu les revenus fiscaux et pétroliers les plus élevés de toute l'histoire du pays partis engraisser la « bolibourgeoisie ». Nous essayons de montrer tout cela dans notre publication, en citant les sources et les données mêmes du pouvoir officiel. Et pour illustrer l'aggravation de la crise chez les gens « d'en bas » nous rappelons que le Venezuela détient un des plus forts taux d'homicides du continent: 14000 en 2008. Ceci reflète la désintégration de cette société qui aurait pu être inversée si on avait expérimenté un changement offrant de réels bénéfices pour la population.

Le chavisme appelle à l'unité progressiste pour faire face au putschisme de l'oligarchie et à l'impérialisme. Que se passera-t-il s'il se crée, à cette occasion, une alliance stratégique et plus tard, pourquoi pas, une révolution anarchiste?

Pour les chayistes, les alliances stratégiques servent à prendre le contrôle de l'État, alors que nous cherchons plutôt à nous en débarasser. La défaite de ce que d'aucuns appellent la réaction et l'oligarchie (des termes qui sentent fort la propagande) ne servirait qu'à consolider le pouvoir des vainqueurs qui formeraient une nouvelle oligarchie, c'est la logique du pouvoir d'État. De plus, le projet chaviste n'est en rien une opposition au putschisme, car son ambition première a été de commettre un coup d'État militaire. Quant à la prétendue bataille contre l'impérialisme, il suffit de jeter un œil sur les politiques mises en œuvre dans les domaines du pétrole, des mines, de l'agriculture, de l'industrie, ou dans

le domaine du travail, etc., pour s'apercevoir que le pouvoir en place est un laquais de l'Empire et non son ennemi.

Le gouvernement vénézuélien déclare qu'il a rendu possible une explosion du pouvoir populaire, grâce à l'implantation massive et le transfert de pouvoir aux conseils municipaux, aux organisations communautaires et horizontales de participation populaire. Les anarchistes soutiennent-ils ces structures de base?

Le mode de fonctionnement des conseils municipaux montre que leur existence et leur capacité d'action dépendent de leur loyauté à l'égard de l'appareil gouvernemental. Ce dernier assure ses arrières en laissant au président la faculté juridique de donner ou non son aval aux dites organisations. Tout ceci n'est pas une nouveauté au Venezuela, où d'innombrables groupements de base (syndicats en tête) ont toujours ressemblé aux tramways, alimentés par le haut, au contraire. Certes, il existe des organisations « de bas en haut » dans les quartiers ouvriers, paysans, indigènes, écologistes, étudiants, culturels, etc. Selon nous, la soumission légale, fonctionnelle et financière des conseils communaux au pouvoir d'État est un sérieux obstacle à l'impulsion d'un mouvement autonome en leur sein. Et ceci vaut aussi pour les conseils de travailleurs dans les entreprises.

Le mouvement d'opposition à l'officialisme est-il aussi homogène que ses défenseurs le prétendent? Y a-t-il des tendances différentes en lutte contre le gouverne-

ment? Quelle est la relation entre ces tendances?

En qualifiant en bloc l'opposition de « droite terroriste, laquais de l'impérialisme et contrôlée par la CIA », la propagande chaviste ment. La situation est beaucoup plus hétérogène. L'opposition est fondée sur le modèle politique dominant avant 1999, avec des partis vieux et affaiblis comme AD (Acción Democrática, parti social-démocrate proche du PSOE espagnol) et le COPEI (Comité de Organización Política Electoral Independiente, parti démocrate-chrétien proche du PP). On peut aussi y trouver des anciens partisans du gouvernement actuel – tels que les partis MAS (Movimiento al Socialismo) et PODEMOS (Por la Democracia Social) - dont la rupture avec le chavisme est liée à des ambitions bureaucratiques insatisfaites plutôt qu'à de réelles divergences idéologiques. Cette opposition social-démocrate et de droite prétend se présenter comme la seule alternative possible. Sa stratégie de propagande s'est avérée très efficace pour attirer les citoyens de base: elle a su se vendre comme « le moindre mal » face à la menace autoritaire du gouvernement. En outre, il existe une partie de la population, les « ni-ni », qui critiquent le gouvernement et son opposition. Ils sont la minorité la plus importante du pays dans les sondages. Résultat : toutes les stratégies électorales visent à séduire les « ni-ni » et leur existence prouve que malgré le choc annoncé entre bourgeois, le pays n'est pas divisé entre pro et antichavistes. Jamais El Libertario ne s'est défini comme une initiative « antichaviste ». Nous dénonçons depuis 2002 la construction de cette fausse polarisation dont le but est de saper l'autonomie des mouvements de base et leur mobilisation. El Libertario fait partie d'une constellation de groupes et d'organisations de la gauche anticapitaliste, encore peu coordonnés. Cette troisième alternative commence à être reconnue.

Est-ce que les anarchistes vénézuéliens sont des « escuálidos » (des traîne-misère, sur-nom par lequel le chavisme fait allusion à ses opposants) et, par conséquent, soutiennent-ils l'opposition social-démocrate et la droite?

« Escuálido » est une dénomination purement médiatique, qui ne sert qu'à exprimer le mépris. Si elle désigne celles et ceux qui ne veulent pas renoncer à la liberté et à l'autonomie, alors oui, nous sommes des escuálidos. Par contre, si l'on entend par là que nous soutenons des courants identifiés au libéralisme économique, alors non, nous ne le sommes pas. Nous condamnons le régime de Chávez et ses opposants électoraux. Fondamentalement, nous condamnons la plupart de leurs actes et de leurs discours.

Quelles sont les initiatives et revendications portées par les libertaires vénézuéliens? Le mouvement anarchiste local est jeune, ses débuts correspondent pratiquement à ceux de la publication d'El Libertario. Par conséquent, nous avons dû faire face à l'autoritarisme du gouvernement et des partis d'opposition. Nous avons été confrontés à d'énormes obstacles tant pour nous faire reconnaître comme alternative possible que pour nous implanter concrètement dans les luttes sociales. Notre ténacité a fini par porter ses fruits. El Libertario en témoigne régulièrement, nous cherchons à établir des ponts avec les conflits et revendications collectifs les plus sensibles, tout en encourageant l'autonomie des mouvements sociaux, les différents mouvements et initiatives de masse et les groupes anticapitalistes, comme le Comité des victimes contre l'impunité de Lara, la Maison de la femme « Juana la avanzadora », le groupe d'études « Peuple et conscience » de Maracay, l'Union socialiste de gauche et la tendance syndicale CCURA (Courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome), le groupe Troisième voie de l'exguérillero Douglas Bravo, un certain nombre de syndicats du secteur public de la santé, des organisations de droits humains, des initiatives de jeunes et des groupes écologistes.

Existe-t-il des tendances dans le mouvement libertaire vénézuélien?

Le mouvement anarchiste au Venezuela est encore trop petit et trop jeune. Mais les militants et militantes ont des objectifs d'action et des pensées variés. Et puis le fait même de développer une activité libertaire là où récemment il n'en existait pas et dans les circonstances que nous avons décrites a plutôt motivé le peu d'anarchistes que nous sommes à rester unis.

D'aucuns ont voulu présenter - en particulier pour l'extérieur – une division parmi les anarchistes locaux: d'un côté des « anarchochavistes » ou « anarchistes bolivariens », qui considèrent que le processus révolutionnaire actuel est source d'avancées pour la cause libertaire, de l'autre des « anarcho-libéraux » ou « anarcho-dogmatiques », c'est-à-dire nous. En prétendant que nous jouons le jeu de l'impérialisme et de la droite. Même si ces gens-là continuent à se présenter comme des anarchistes, il est évident qu'ils ne le sont plus. Ils sont presque tous fonctionnaires de l'État ou vivent des subventions publiques. C'est, à quelques exceptions près, ce qui s'est passé dans le Cuba de Castro ou l'Argentine de Perón.

Quelle est la réaction du gouvernement face à des groupes et individus anarchistes qu'il ne parvient pas à contrôler?

Même s'il n'existe pas encore de répression spécifique contre l'anarchisme, l'État vénézuélien cherche à contrôler et soumettre tout signe de dissidence radicale. Le gouvernement vénézuélien avance masqué derrière une phraséologie de révolution, de socialisme et de pouvoir populaire. Une politique de criminalisation et de répression de la contestation sociale est menée activement par le gouverne-

dans le monde

ment actuel. En 2002 et 2004, fort de l'excuse du coup d'État, le gouvernement a modifié plusieurs lois comme le code pénal et la loi organique de sûreté de la nation, pour pénaliser le blocage de rues et l'organisation de grèves dans les entreprises dites de base (production d'énergie, etc.). Il y a actuellement environ 1200 personnes soumises au contrôle judiciaire pour avoir participé à des manifestations. En plus, le gouvernement dispose d'organisations paragouvernementales chargées, sous l'appellation de « pouvoir populaire », du harcèlement psychologique et de la rétention physique des contestataires au prétexte de « neutraliser le sabotage de la révolution ». Si les manifestations perdurent et se popularisent, alors l'État fait appel à la police et à l'armée.

El Libertario a publié récemment plusieurs articles pour dénoncer la répression des syndicats par le gouvernement. Pouvezvous nous en dire plus?

Le cas des ouvriers de Mitsubishi assassinés fin janvier 2009 par la police « socialiste et bolivarienne » du gouverneur chaviste dans l'État d'Anzoátegui, ou celui des trois syndicalistes massacrés dans l'État d'Aragua le 27 novembre 2008, sont présentés comme des exception indépendantes de la volonté de l'État. Dans El Libertario, nous avons démontré qu'il s'agit d'une politique dans laquelle s'est compromis l'actuel gouvernement.

Nous rappelons la situation des « 14 de Sidor », un groupe de travailleurs jugés dans le cadre du contrôle judiciaire, pour « appropriation indue qualifiée et atteinte à la liberté de travail » et pour avoir protesté contre leurs conditions de travail. Ce qui pourrait leur valoir une peine de cinq à dix ans de prison³.

Le gouvernement a essayé de construire des centrales syndicales contrôlées par le parti au pouvoir, le PSUV (Partido Socialista Unido de Venezuela), renforcant la présence des « sindicaleros » (syndicalistes jaunes). Il y a de plus des bagarres entre syndicats pour la répartition des postes de travail. Cette situation antérieure au gouvernement Chávez est devenue dramatique du fait de la dégradation actuelle du syndicalisme. Ainsi, en 2007, pas moins de 48 personnes, en majorité des syndicalistes, ont été assassinées lors de conflits liés à l'obtention d'emplois. Vingt-neuf en 2008. Les déclarations présidentielles attaquant ouvertement les organisations syndicales sont de notoriété publique; les pressions sur les fonctionnaires pour les faire adhérer au PSUV et participer « volontairement » à des manifestations progouvernementales sont courantes. La propagande officielle se vante d'offrir aux salariés vénézuéliens le salaire minimum le plus élevé du continent, mais 18 % de ces travailleurs gagnent moins que le salaire minimum, et 50 % d'entre eux perçoivent moins de deux fois le salaire minimum, dans un pays où l'inflation est la plus élevée du continent.

Selon certaines critiques, l'anarchisme donne des leçons mais n'apporte rien de constructif. Quelles sont les propositions d'El Libertario pour transformer positivement la réalité vénézuélienne?

Notre lutte n'est liée ni à la conjoncture ni aux circonstances. Elle va dans le sens d'un nouveau mode de vie collective et individuelle. L'action directe et l'autogestion nous amèneront à nous réapproprier notre existence. Nous n'avons pas de recette miracle: les propositions et actions révolutionnaires doivent résulter d'un effort collectif conscient et constant.

- 1. Salon du livre et de la vidéo libertaires à Caracas: feriaa.caracas2009@gmail.com
- 2. El Amparo: nom du village vénézuélien, proche de la frontière colombienne, où a eu lieu en 1988 une énorme bavure militaire. Les forces de sécurité vénézuéliennes y assassinèrent 14 pêcheurs avant de se prétendre qu'il s'agissait de terroristes colombiens préparant des attentats sur le territoire vénézuélien.
- 3. nodo50.org/ellibertario/descargas/solidaridad_camila.doc

Contact: ellibertario@nodo50.org et ellibertario@hotmail.com



L'intégralité de l'interview est disponible sur Internet à cette adresse : international.federationanarchiste.org/spip.php?article135

Pour plus de détails sur El Libertario, le site web nodo50.org/ellibertario

Impressions sur un colloque

Éric Vilain

Du 15 au 17 octobre se tenatt à Besançon un colloque international commémorant le deuxième centenaire de la naissance de Proudhon. De nombreux universitaires et personnalités du monde intellectuel étaient invités à exposer leur point de vue à partir de leur approche de Proudhon. Cela m'a permis de me rendre compte que notre Bisontin intéresse beaucoup de monde, et pas seulement en France. De très nombreuses interventions étaient prévues et on me pardonnera sans doute de ne pas avoir assisté à toutes.

Signalons une intervention d'un doctorant en histoire de l'université de Dijon, M. Detourbet, sur la caricature antisocialiste pendant la Seconde République. J'avoue qu'à première vue le sujet ne m'attirait pas particulièrement, mais finalement ce fut très intéressant. Le jeune doctorant montra de manière convaincante la haine féroce que Proudhon suscita dans la presse de l'époque.

Thierry Menuelle, auteur d'un passionnant Marx lecteur de Proudhon, intervint sur Proudhon et l'économie et insista sur le caractère à la fois innovateur et actuel de la pensée économique de Proudhon.

Jacques Julliard fit une intervention remarquée, avec son érudition habituelle, mais j'avoue ne pas partager sa conclusion: il ne saisit pas le lien qui peut exister entre Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire. Il est vrai qu'une lecture au premier degré de Proudhon peut susciter des doutes quant aux liens existant entre un auteur dont on a l'habitude de dire qu'il est contre les grèves, et un courant du mouvement ouvrier qui préconise la grève générale. En réalité, ce n'est pas tant que Proudhon soit contre les grèves; il pense qu'elles ne peuvent pas régler la « question sociale » parce que tout acquis obtenu de cette manière est aussitôt annulé par le système capitaliste.

Comment Proudhon a-t-il pu alors être perçu de manière positive par le mouvement syndicaliste révolutionnaire? Daniel Colson donne une explication séduisante en faisant référence à « l'extraordinaire intelligence pratique et théorique des mouvements ouvriers d'alors 1 » : les militants ouvriers étaient parfaitement capables de faire le tri dans la profusion d'idées qu'on peut trouver dans la pensée de Proudhon. Jacques Julliard cependant semble penser que Proudhon est dans une impasse parce qu'il ne proposerait rien comme alternative à son « opposition » aux grèves. Or Proudhon propose bel et bien une alternative, mais il est vrai qu'il ne l'explicite pas beaucoup. On pourrait nommer ce « quelque chose », organisme fonctionnel et, appliqué plus particulièrement à la classe ouvrière, organisation de classe. C'est ce qu'il exprime dans sa formule métaphorique: l'atelier remplace le gouvernement, que d'autres ont exprimé en disant que l'administration des choses remplace le gouvernement des

À la notion de citoyen, Proudhon oppose celle de producteur, et à l'action politique dans les instances représentatives - les parlements - il oppose l'action des producteurs dans des instances regroupant ceux-ci sur la base de leur fonction dans le processus de production, ces instances étant ensuite fédérées entre elles jusqu'au niveau national, voire international. S'il s'oppose aux « coalitions ouvrières » et aux grèves, c'est parce qu'il propose autre chose à la place, qui ressemble étrangement à l'anarcho-syndicalisme. Le reproche le plus sérieux qu'on puisse lui faire, c'est de ne pas avoir compris que les « coalitions ouvrières » et les luttes revendicatives constituent un « entraînement » à la réalisation de son projet. C'est une chose que Bakounine et ses amis, puis plus tard les syndicalistes révolutionnaires, ont parfaitement

Charles Piaget raconta la grève de Lip. Ce fut un moment extrêmement émouvant. Qui sait combien de fois il a dû la raconter, sa grève, depuis les années soixante-dix, et qui sait combien de fois il a dû servir de caution prolétarienne dans des assemblées d'universi-

taires parlant du mouvement ouvrier. N'empêche, son récit fut captivant. Il raconta les conditions de travail dans l'entreprise, la terreur que le patron imposait auprès des ouvriers et employés, chez qui il avait semé la division; il raconta la prise de conscience progressive des syndicalistes et leurs lents efforts d'organisation, les tentatives de la direction de briser cet effort, puis la grève.

Le point d'orgue du colloque fut sans doute l'intervention de Vincent Valentin, parce qu'elle allait totalement à contre-courant de tout ce qui est admis sur Proudhon. M. Valentin est maître de conférences en droit à Paris I, et l'auteur d'une anthologie de Proudhon: Liberté partout et toujours. M. Valentin affirme que Proudhon est un penseur libéral. Je ne vais évidemment pas développer en détail sa thèse sur la question, assez complexe, et qui présente cette qualité d'être extrêmement bien argumentée. C'est ce qui en fait l'intérêt et le caractère stimulant, même si on ne partage pas ce point de vue. Il est vrai que Proudhon, par ses ambiguïtés (et par ses provocations verbales), prête à cette interprétation de sa pensée, mais selon moi ces ambiguïtés ne sont qu'apparentes et ne résistent pas à un examen sérieux.

Un exemple parmi d'autres. Au début de sa carrière d'écrivain, Proudhon déclare que la propriété est le vol; à la fin, il dit qu'elle est la liberté. On peut donc légitimement être amené à se dire : il a changé d'avis. Mais il dit lui-même qu'il n'a pas changé d'avis, et il n'y a pas de raison de ne pas le croire. Un examen sérieux impose donc de chercher en quoi il y a un dénominateur commun entre ces deux déclarations apparemment contradictoires. Or, dans un cas comme dans l'autre, il condamne ce qu'il appelle l'aubaine, c'est-à-dire l'appropriation par l'entrepreneur capitaliste de la valeur résultant de la force collective (en jargon marxiste: la plus-value). Ce qu'il condamne, ce n'est pas tant la propriété que l'appropriation de la plus-value. Cela change totalement la perspective, et dès lors, ce qui

est intéressant, c'est d'analyser les mesures qu'il propose pour cantonner la propriété à un rôle subalterne sans que cela remette en question la nécessaire organisation globale de la production — mesures qui sont tout sauf « libérales », et sur lesquelles je ne m'attarderai pas ici.

Autre exemple. Pour prouver que Proudhon est un « libéral », Vincent Valentin

Au début de sa carrière d'écrivain, Proudhon déclare que la propriété est le vol; à la fin, il dit qu'elle est la liberté.

cite, avec une certaine délectation il faut le dire (mais c'est de bonne guerre), un passage du « Programme révolutionnaire » de Proudhon, de 1848, au moment où il se présente comme candidat aux élections. Dans ce texte, il y réclame toutes les libertés imaginables: « liberté de conscience, liberté de la presse, liberté du travail, liberté de l'enseignement, libre concurrence, libre disposition des fruits de son travail, liberté à l'infini, liberté absolue, liberté partout et toujours! ». Côté auteurs, il se réclame de « Quesnay, de Turgot, de Jean-Baptiste Say », et encore de « Franklin, Washington, LaFayette, de Mirabeau, de Casimir Périer, d'Odilon Barrot, de Thiers ». Il se déclare partisan du « laisser-faire, laissezpasser » dans l'acception la plus littérale et la plus large ». On trouve dans son programme le refus de toute « autre solidarité entre les citoyens que celle des accidents de force majeure », ce qui est une récusation de ce qu'on nommera plus tard le « Welfare State ».

Le lecteur peu au fait pourrait à la limite prendre ces déclarations au sérieux, mais imaginer que Proudhon puisse être d'accord avec Thiers est absolument inconcevable! On a donc affaire, une fois de plus, à une de ses provocations verbales! Les proclamations enflammées de Proudhon au début de ce programme – dont les préoccupations électoralistes ne sont pas absentes – participent de sa méthode argumentative qui consiste à abonder dans le sens de son lecteur – pendant un moment – afin d'attirer son attention et l'entraîner ensuite dans une tout autre direction. Il ne faut pas oublier que Proudhon est un polémiste et qu'il s'amuse en écrivant.

D'autant que dans le reste du texte (que M. Valentin ne semble pas avoir lu), Proudhon propose entre autres mesures la suppression de l'argent et de l'intérêt sur le capital — mesures qu'on ne peut pas qualifier de particulièrement « libérales »: « Se passer de numéraire, supprimer l'intérêt du capital circulant, telle est donc la première entrave à la liberté que je propose de détruire par la constitution d'une Banque d'Échange ². » Chose invraisemblable, Proudhon propose même de réduire les salaires afin de « diminuer les frais généraux de la production »;

propos éminemment libéraux, il est vrai, mais avec Proudhon, il faut se méfier. Car il ne s'agit pas d'optimiser les profits des entrepreneurs (ce que ferait un bon libéral); il s'agit d'augmenter la richesse générale et d'instaurer un système dans lequel « ni le capital, ni le privilège, ni le parasitisme ne prélèvent rien », où « l'État est ramené au strict nécessaire 3 » et où le producteur « reçoit l'équivalent de son produit ». Il en résulte, dit Proudhon, que « plus le salaire diminue, plus le travailleur s'enrichit ». Il propose même une « réduction à l'infini » des salaires! Même dans ses rêves les plus fous, le néolibéral d'aujourd'hui n'oserait pas imaginer une telle chose, et on comprend qu'un partisan de la thèse « Proudhon-libéral » soit tenté d'utiliser ces propos, en triturant ce que Proudhon dit vraiment. Car le corollaire de la réduction des salaires jusqu'à zéro tout en réalisant l'« augmentation générale de la production collective », est inévitablement la mise en place d'un mode de répartition des biens et services radicalement différents de celui qui est en place, et l'abolition du salariat.

J'arrête là mes réflexions sur le colloque. Le seul regret que je formule est qu'aucun intervenant issu du mouvement libertaire n'ait été invité à s'exprimer à la tribune, que le seul qui ait été invité se soit vu offrir un strapontin, lors d'un débat dans une petite salle le vendredi soir à 20 h 30, sans même que le « Cercle d'études libertaires » qu'il représentait soit mentionné sur le programme du colloque.

Sans doute pense-t-on dans les milieux universitaires que Proudhon est non seulement mort, mais que sa pensée ne vit plus, et qu'il n'est qu'un sujet d'étude dont le monopole appartient aux chercheurs ayant une estampille officielle.

Je suis certain que cela aurait bien fait rigoler Proudhon et que cela nous aurait valu un de ses coups de gueule. E. V.

^{1.} Daniel Colson, « Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire », RA Forum:

http://raforum.info/spip.php?article3475, mis en ligne par Ronald Creagh.

^{2. «} Programme révolutionnaire aux électeurs de la Seine », Le Représentant du Peuple, mai-juin 1848.

^{3.} Les partisans d'un Proudhon « libéral » font un contresens en jouant sur son anti-étatisme pour en faire un défenseur de l' « État minimum » cher au libéralisme. Proudhon remplace l'État par l'association des producteurs. De même pour son anticommunisme, voire son antisocialisme. La pensée de Proudhon ne s'inscrit pas dans une problématique binaire dans laquelle on est soit libéral, soit communiste, et si on est anticommuniste, on est libéral.

Humiliant ruban blanc

L'ALLEMAGNE PROTESTANTE à la veille de la Première Guerre mondiale. « C'est à cette génération qu'il fallait penser, celle qui a engendré les futurs nazis. »

Modèle réduit d'un microcosme de société presque médiévale, où le village le plus petit comprend encore tous les représentants de l'autorité, le film met en scène la ronde des possédants et des rebelles à la loi. Du seigneur féodal, propriétaire terrien avec ses ouvriers asservis comme les serfs aux représentants de la loi « divine », ici le pasteur, l'instituteur et tous les autres serviteurs zélés à la botte des possédants, le film ne se referme ni sur les coupables ni sur les victimes.

Palme d'Or au Festival de Cannes, le ruban blanc accroché au bras désigne dans le film l'interdit des attouchements intimes (la masturbation) que les enfants du pasteur ne vont plus oser après l'humiliation publique que d'avoir été condamné de porter ce ruban-là. Il s'agira de démêler comment cette autorité engendre des dérives aussi intimes que publiques, donc politiques. À une femme qui disait être sortie du film le malaise au ventre mais la tête en ébullition, Haneke répondit que c'est cela même qu'il veut obtenir de son public. Film parabole sur les racines du mal, les germes d'un régime autoritaire et intégriste déposés au cœur même de la jeune génération préparée ainsi à devenir tortionnaires fascistes, dévots hypocrites ou à ne jamais pouvoir sortir de l'enfance, îlot fantasmé de l'innocence.

Filmé en noir et blanc, cadré au cordeau, une communauté fournit donc les archétypes d'autorité et de soumission: le docteur, l'instituteur, le pasteur, le baron et le régisseur à ses ordres règnent en maître sur les métayers et leurs enfants, alors que les adolescents s'organisent en bande vengeresse des abus des « puissants ».

Film à fin ouverte, film d'investigation, nous suivons le souffle coupé une histoire à

suspens où la terreur s'installe souvent par défaut. Comme dans cette scène admirable où le petit frère réveillé après un cauchemar surprend le père avec sa sœur et au lieu de parler abus, il semble plus important de préserver l'âme innocente que de sauver la jeune fille qui tout au contraire a l'initiative de « préserver » le petit frère.

Pour Haneke il s'agit de remonter aux racines du mal, de fournir des clés pour expliquer une nation entière prise dans le secret et le mensonge. Point d'aveux, les crimes restent impunis, la vérité est sacrifiée sur l'autel de la bienséance. Les manquements des uns et des autres face à l'injustice sociale, pierre angulaire d'une société condamnée à disparaître ou à perdurer au bruit des bottes fascistes.

Le cadre indispensable à l'éclosion des drames dans cette atmosphère oppressante où se préparent, certes dans un microcosme inventé de toutes pièces, la punition des faibles et des handicapés, l'euthanasie en somme et le mépris de la femme non protégée par la loi du mariage ou le lien de famille. Michael Haneke voulait employer Ulrich Mühe (l'officier de la Stasi dans La vie des autres) décédé depuis, pour le rôle du pasteur, il l'a remplacé par un comédien qui fait froid dans le dos: Burghart Klaussner. Josef Bierbichler, le régisseur, est plus vrai que nature, Ulrich Tukur incarne le baron à la perfection, les enfants et adolescents ont tous des visages sortis d'un album de photos de fin de siècle; Susanne Lothar, l'actrice exceptionnelle de Funny Games sacrifie sa beauté en incarnant la gouvernante qui va venger, elle aussi, sa condition et réussir sa fuite. L'incarnation de ces corps muselés manquerait de crédibilité s'il n'y avait pas ces visages inoubliables qui créent le lien entre hier et aujourd'hui et c'est ainsi que l'austère mise en scène de Haneke atteint la parabole.



Heike Hurst

Histoires de communautés

VÉNÉRABLE ET MALICIEUX spécialiste des poils à gratter logés dans l'épais cuir américain, Ronald Creagh est l'auteur d'ouvrages tels que L'Affaire Sacco et Vanzetti ou Nos Cousins d'Amérique, Histoire des Français aux États-Unis. Il vient de terminer la réédition, chez Agone, de son Laboratoires de l'Utopie, Les communautés libertaires aux États-Unis. À présent, cela s'appelle Utopies américaines, Expériences libertaires du XIXe siècle à nos jours (24 euros).

La différence? Le livre précédent s'arrêtait avant les années 60. Celui-ci continue le

labeur encyclopédique de Creagh jusqu'à époque. notre Encyclopédique? Oui, notes, index, notules biographiques (parmi les perles de cet ouvrage qui pourrait en fournir une bijouterie entière). bibliographie, glossaire, contacts des communautés existantes, vont de la page 314 à 392. 80 ans peut-être, le Creagh, mais forme!

Le plaisir et la saveur de cette œuvre impressionnante résident dans son honnêteté: il ne s'agit pas de couvrir les tentatives d'utopies de cou-

ronnes de laurier au prétexte que les intentions des fondateurs (et fondatrices, les communautés de lesbiennes prennent une place remarquable dans le texte) sont louables. Il s'agit de comprendre pourquoi les communautés éphémères l'ont été, et pourquoi celles qui ont duré ont résisté à ce qui a tué les autres. Il s'agit de jauger si ce qui a été fait correspondit aux ambitions, il s'agit de comprendre, même si le mot n'est écrit à peu près nulle part, si l'on a été heureux ou misérable. Voilà pourquoi Creagh ne cache rien des avanies de ces communautés; les illusions d'urbains qui s'installent dans un paysage magnifique, mais où rien ne pousse. Ou les illusions de cœurs généreux qui ne savent pas refuser de nouveaux participants parasites, paresseux ou paranoïaques; quiconque a vécu dans une communauté ou un squat sait à quelle vitesse une seule personne peut cailler, aigrir un groupe harmonieux et le transformer en ménagerie criarde.

Précisément, l'une des grandes utilités de ce compendium bariolé est qu'on en peut déduire, non les règles assurées du succès communautaire, mais quelques conseils utiles, ou plutôt un sens utile de la mesure : les utopies acharnées du début du XXIe siècle, où tout se faisait ensemble, au même moment, au même rythme, où l'on s'habillait à l'identique, où l'on ne mangeait que les plats prescrits (ô microdictatures végétariennes, ô empires de saint Tofu, ô théocraties du Poireau Mystique!), ces horlogeries sociales n'ont

Nous ausi on est une pulain de Communauté : tous en bleu, GRAS, irlandais, et notre credo: PAS de GAUCHOS DAS de NEGRO ! NI PO

> jamais résisté à l'épreuve de la vie et du désir. Mais le squat mou, la communauté défoncée à longueur de journée (ô bauges à joints, ô fromages blancs de keums hyper-cools) n'ont pas non plus tenu bien longtemps.

> Comment prendre des décisions? On découvre là, sans que Creagh ne plaide ni ne blâme, que l'une des idées centrales de l'anarchisme s'avère fort utile: il n'existe pas de règle universelle de prise de décision. À chaque groupe, si différent dans sa composition (Rudes rejetons de paysans? Intellectuels aux mains blanches? Lesbiennes urbaines? Italiens saupoudrés de Juifs russes ou viceversa? Militants recuits ou gamins aux yeux dans son environnement étoilés?). (Campagne isolée? Ex-terrain vague de banlieue en bordure de voie ferrée? Grasse ferme arborée? Immeuble de quartier populaire?), de découvrir, avec le temps, avec les erreurs et les épreuves, comment s'y prendre. Une seule certitude, tant le fanatisme de la spontanéité

que celui de l'organisation totale mènent droit dans le mur. La constance n'est pas la même chose que la rigidité.

Encore un utile conseil, que d'autres expériences alternatives dans d'autres pays ont suivi: le nombre de membres est d'une importance cruciale. Trop, on perd le contact, on s'institutionnalise, on se raidit. Pas assez, on n'a pas de force, pas de richesse, et l'on s'ennuie. Les mille personnes en plusieurs douzaines de lieux d'habitation de Christiania, les convois de deux ou trois

dizaines de camions des travellers britanniques, les grappes solidaires de squats berlinois ou parisiens, les nuées de squatteurs sud-américains qui s'approprient une colline en une nuit, tous l'ont compris. Certains ordres de grandeur s'adaptent à certains buts et à certaines circonstances. Surtout, dès que les nombres deviennent importants, le bon fonctionnement ressemble à la définition de l'anarchisme selon Colin Ward: un entrecroisement de réseaux plutôt qu'un entassement de pyramides. oublier qu'un groupe

alternatif qui vit longtemps est un groupe qui a compris qui accueillir et qui rejeter, comment accueillir et comment rejeter, comment s'intégrer, comment s'allier, comment cicatriser départs et sécessions; en d'autres mots, avoir compris que comme tout bon mariage, celui des idées et de la vie ne peut durer sans souplesse, sans imagination, sans pardon et sans courage.

Enfin, n'oublions pas le rôle de l'utilité dans le succès de l'idéologie: car les écoles alternatives ont tenu, semble-t-il, plus longtemps que bien des communautés qui se lançaient à la reconquête du monde. La simple difficulté de vivre avec des gamins qui ont faim, qui s'ennuient, qui réclament à chaque instant de faire quelque chose d'intéressant, semble être un excellent aiguillon à la survie.

Nestor Potkine

qui aime qu'un livre le fasse rêver



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous!

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout:

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner: 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Une géante du documentaire politique disparaît

Carole Roussopoulos, réalisatrice féministe, nous a quittés

CAROLE ROUSSOPOULOS, née de Kalbermatten, réalisatrice pionnière de la vidéo et militante féministe, est décédée le 22 octobre, chez elle à Molignon, dans son Valais natal (Suisse), des suites d'un cancer, à l'âge de 64

Née à Lausanne en 1945, elle s'installe à Paris en 1967 et fonde dès 1970 avec Paul Roussopoulos le premier collectif de vidéo militante, « Vidéo Out », pour « donner la parole aux gens directement concernés, qui n'étaient donc pas obligés de passer à la moulinette des journalistes et des médias ». Tout au long de la décennie, elle filme les grandes luttes d'opprimées: les conflits ouvriers (Lip), les luttes anti-impérialistes (Palestiniens, Black Panthers), homosexuelles (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) et surtout féministes - les combats en faveur de l'avortement et de la contraception libre et gratuite dès 1971, la mobilisation des prostituées de Lyon en 1975, celle contre le viol, la lutte des femmes à Chypre et dans l'Espagne franquiste.

En 1982, elle fonde avec l'actrice Delphine Seyrig et Ioana Wieder le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir puis poursuit son exploration de sujets délaissés (pauvreté extrême, sans-abris, toxicomanie, prisons, mort des malades) et commence sa série sur l'inceste, « le tabou des tabous ». Revenue en 1995 en Suisse, elle continue de réaliser en combattante des films sur les violences faites aux femmes, le viol conjugal, le combat des lesbiennes, l'excision, les études sur le genre, les personnes âgées, les dons d'organes, les soins palliatifs, le handicap.

En 1999, elle réalise Debout! Une histoire du Mouvement de libération des femmes (1970-1980), un long-métrage documentaire qui alterne images d'archives et entretiens avec les femmes qui ont créé et porté le mouvement féministe en France et en Suisse

et qui enthousiasme les jeunes féministes. Elle s'était récemment engagée dans le projet « Témoigner pour le féminisme », mis en place par l'association Archives du Féminisme (France) en partenariat avec le LIEGE (Laboratoire Interuniversitaire en Études Genre de l'Université de Lausanne) et l'Espace Femmes International (Genève), pour sauvegarder la mémoire des luttes féministes passées et présentes.

Carole Roussopoulos a réalisé et monté plus de cent-vingt documentaires entre 1970 et 2009, parmi lesquels: Jean Genet parle d'Angela Davis (1970), Le F.H.A.R. (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) (1971), Y a qu'à pas baiser! (1971-1973), Lip: Monique (1973), Maso et miso vont en bateau (1976), L'Inceste, la conspiration des oreilles bouchées (1988), Les Hommes invisibles (1993), Debout! Une histoire du Mouvement de libération des femmes (1970-1980) (1999), Viol conjugal, viol à domicile (2003), Sans voix... mais entendus! Un hommage aux soins palliatifs (2006), Femmes mutilées, plus jamais! (2007), Ainsi va la vie. Cancer: de la peur à l'espoir (2009), Pramont une deuxième chance (2009) et Delphine Seyrig, un portrait (2009).

Ces dernières années, le travail vidéo de Carole Roussopoulos a été programmé dans le monde entier: festivals de La Rochelle, Nyon, Trieste, à la Tate Modern (Londres), en Turquie et au Québec. En 2004, la Cinémathèque française a rendu un vibrant hommage à cette « géante du documentaire politique à l'instar de Joris Ivens, René Vautier, Chris Marker ou Robert Kramer », selon la formule de Nicole Brenez.

Son œuvre est actuellement conservée à la Médiathèque de Martigny (Suisse), et à la Bibliothèque nationale de France à Paris.

Un coffret DVD, accompagné d'un livre et comportant une sélection de vidéos qu'elle a tournées dans les années soixante-dix, sortira chez Métis Presse (Genève) en 2010.



Jeudi 29 octobre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Le Comité Louis Lecoin soutient le Bureau européen de l'objection de conscience (BEOC).

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Hors série trans et intersexe.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art & Anarchie. Arts plastiques, poésie, musique...

Vendredi 30 octobre

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées.
Pour un rock libertaire...

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

L'invité du vendredi : "Des droits et des hommes"

(19 heures) Ligue des Droits de l'Homme.

Samedi 31 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles noires (17 heures) Littérature noire BD /

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique Latine.

Dimanche 1er novembre

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres penseurs.

Symbiose (14 heures) Culture libre.

Chants / Contrechamps (15 h 30) Les films: Sin nombre de Cary Fukunaga, Le jour où Dieu est parti en voyage de Philippe Van Leeuw, Irène d'Alain Cavalier, Les herbes folles d'Alain Resnais, À l'origine de Xavier Giannoli, Visage de Tsai Ming-liang, L'imaginarium du Docteur Parnassus de Terry, etc.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) Septième Art.

Lundi 2 novembre

L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris.

Les mangeux d'terre (18 heures) Émission écololibertaire

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Les syndicats CNT de la région parisienne.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 3 novembre

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour nonexhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire. Reportages et infos pratiques.

Pas de quartiers (18 heures) Nicolas a interviouvé pour nous un compagnon de retour de Moscou pour nous parler des antifas et punks russes. Tous à vos postes à vos germanium!

Paroles d'associations (19 h 30) Un petit cinéma de quartier, des tarifs imbattables, une programmation exceptionnelle? Mais si, ça existe encore, du côté de la Porte de Pantin dans le cadre du théâtre Darius Milhaud.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Mercredi 4 novembre

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, Art et Politique.

Blues en liberté (10 h 30) James Cotton, des disques Sun au XX^e siècle.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mallogés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30).

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.



Du mercredi 4 au vendredi 6 novembre

Poitiers (86)

Festival «Filmer le Travail» avec la participation de notre compagnon Jean-Pierre Levaray. Espace Mendès France.

Vendredi 30 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle Mémoire(s) dérangeante(s). Troisième cours: La commémoration, une passerelle pour l'oubli. Présentation de Maurice Rajsfus. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 31 octobre

Cuisery (71)

20 heures. Concert avec Yves Meunier puis François Gaillard, dans le cadre du Salon du Livre de Cuisery (voir dimanche 1er novembre). Salle le Palace.

Paris XX^e

16 h 30, Forum-débat, avec Jean-Paul Alonso, auteur du *Guide de la révolution*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Dimanche 1er novembre

Cuisery (71)

De 10 heures à 18 heures. La librairie associative Les Chats noirs, le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe La Vache Noire de la Fédération anarchiste organisent la 2e édition du Salon du livre libertaire. Salle du Temps libre. La veille, un concert sera organisé dans la salle Le Place de Cuisery à 20 heures avec Yves Meunier puis François Gaillard.

Mardi 3 novembre

Rennes (35)

19h30. Projection du film *The Take*, suivi d'un debat sur

l'autogestion proposé par le groupe La Digne Rage. Au Papier Timbré, 39, rue de Dinan, métro Sainte Anne. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: La désobéissance civile. Le collectif des désobéissants (www.desobeir.net) organise 4 ateliers de formation à l'action directe non-violente. Premier cours: Choisir la désobéissance civile. Définitions, pertinence, petite histoire, introduction aux techniques. Présentation de Xavier Renou. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 5 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle La société sécurisée. Premier cours: Délit d'outrage ou abus de pouvoir? Jean-Jacques Reboux, a été victime du délit d'outrage. Avec d'autres militants ayant osé contester la toute puissance policière, il a créé le Collectif pour une dépénalisation du délit d'outrage (Codedo). Présentation de Jean-Jacques Reboux, Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 6 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Dans le cadre des Rencontres libertaires « Anarchisme et Education », le groupe La Rue Râle de la Fédération anrchiste vous invite à une conférence-débat sur la place des anarchistes dans l'éducation hier, aujourd'hui, et demain. A la Salle des fêtes, rue des Ecoles. Entrée libre. Contact: laruerale@no-log.org

Samedi 7 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

Rencontres libertaires « Anarchisme et Education » de 10 heures à 22 : Ateliers à 10 h 30 (les écoles alternatives), 14 h 30 (la pédagogie Freinet); Table ronde à 17 heures (Anarchisme et Education: Quelles perspectives et luttes?). 20 h 30 Spectacle « L'Enseigneur » par la Compagnie Balistique Théâtre (prix libre – soirée de soutien aux instits en lutte). Repas avec la Marmite, cantine autogérée. Expo de photos sur la Palestine, tables de presse, « stands. Contact: laruerale@nolog.org

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial: «L'écologie dans le mouvement anarchiste». À disposition: table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Marseille (13)

17 heures. Présentation de l'École Recréés, école associative, agréée par l'éducation nationale implantée à Grambois (84) depuis septembre 2005, (pédagogies Montessori et Freinet). Le montant des scolarités y est fonction des revenus des parents. Au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Ivry (94)

20 heures, (accueil à partir de 19 heures). Les amis de Louise Michel et le Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste) organisent un débat sur le thème des Centres de rétention administrative (CRA). Avec le Théâtre de l'Opprimé «Que faire en cas d'arrestation», Maurice Rajsfus et des militantes et militants du groupe libertaire d'Ivry. Salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just. Métro Mairie d'Ivry. Buvette, entrée libre.

Mardi 10 novembre

Rennes (35)

20 heures. Chaos capitaliste ou Décroissance libertaire. Réunion publique et débat organisée par le groupe « La sociale » de la Fédération anarchiste, Maison du champs de Mars, salle Gune, 6, cours de Alliés, Métro Charles-de-Gaulle.



Rencontres libertaires ANARCHISME ET EDUCATION

Alternatives, propositions et luttes

Vendredi 6 Novembre 👛 St Jean en Royans (26)

20h30 - Conférence:

Les anarchistes et

l'éducation

Samedi 7 novembre

10h - 22h

Ateliers:

10h30-Écoles

alternatives

14h30-Pédagogie

Freinet

17h—Luttes dans l'éducation

Apéro-rencontre
18h30 avec Matthieu
autour de son expo-photo
sur la Palestine

20h30 - Spectacle :

« L'enseigneur »

Par la compagnie Ballistique
Théatre—Entrée à prix libre

6 et 7 novembre

Salle des fêtes

Venez aider

la Marmite,

autogérée, à

cuisiner des

végétariens à

repas bio,

prix libre.

cantine

Rencontres organisées par le collectif libertaire La Rue Râle Pour plus de détails sur le week-end : laruerale@no-log.org

